

LA LIBERTÉ COMME PRINCIPE SOCIAL

par Erich MÜHSAM (1)

Le problème à résoudre est celui-ci : l'homme aspire à la réalisation de ses possibilités individuelles. Il veut développer librement et employer, indépendamment de la coaction imposée, son caractère propre, différent de celui de tous les autres humains, avec les capacités, inclinations, énergies, dispositions créatrices et réceptrices résidant en lui. Cette indépendance qui implique auto-détermination et auto-responsabilité, est sa conception de la liberté ; sans cette indépendance, il ne peut y avoir pour lui de liberté. Mais les hommes sont dédiés à leur travail ; chacun au travail de tous, tous au travail de chacun. En conséquence, la mission de communauté de toute société consiste à résoudre le problème appelé problème social, c'est-à-dire à organiser le travail, la distribution et la consommation de manière que l'effort et l'utilisation correspondent exactement au produit de la terre. Par liberté sociale, on comprend généralement que l'organisation du travail commun soit arrachée à l'arbitraire et au profit de quelques-uns et livrée à la totalité du peuple producteur et consommateur.

Donc - et cela détermine si la liberté peut ou non exister comme principe social - une régularisation des relations humaines, dans laquelle la plus haute mesure de travail créateur associé serait faite au bénéfice de tous à l'exclusion de l'arbitraire de quelques-uns, est-elle possible ? Et, en même temps, la personnalité pourrait-elle obtenir le complet développement de ses capacités, la complète expansion de ses énergies, la complète satisfaction de ses besoins ?

Le socialisme marxiste soutient, avec décision, la solubilité du problème social, c'est-à-dire de l'organisation du travail de manière que le produit de tout effort appartienne à celui qui le fait. Postulant, de plus - et en cela toutes les doctrines socialistes coïncident - la socialisation de la terre et des moyens de production et, par conséquent, l'abolition de la domination de quelques-uns sur la puissance de travail des autres hommes. Sans doute, on accomplirait là une des conditions premières, non seulement de la liberté collective, mais aussi de la liberté individuelle.

Cependant, le marxisme se limite à la demande de l'égalisation économique des hommes. Marx et Engels, que Lénine suivit en cela, présentent comme un objectif final lointain et comme conclusion définitive de l'économie socialisée la suppression de l'Etat et la réalisation du communisme libertaire dans lequel on produirait selon ses capacités et l'on consommerait selon ses besoins, mais, chez eux, la finalité libertaire - ne dépasse jamais le cadre des indications hypothétiques. Leurs théories s'épuisent en analyses économiques des formes de production existantes et désirables et ne concèdent aucune place à l'expropriation de la liberté comme principe social de base.

Les doctrines non socialistes de la société, si tant est qu'elles attribuent au mot liberté une valeur supérieure à celle d'une pure formule attractive, partent de l'affirmation connue de la loi malthusienne selon laquelle le produit de la terre ne peut croître dans la même proportion que la population et que, pour cela,

(1) Ce texte est extrait d'un discours radiodiffusé le 7 novembre 1929 par la station de Francfort-sur-Main. En 1936, deux ans après l'assassinat d'Erich Mühsam, il fut publié sous forme de brochure par les éditions "Pensée et Action" qu'anime notre ami Hem Day.

la jouissance complète de la vie ne peut être réservée par la nature qu'à une couche privilégiée. La phrase de Malthus a été réfutée souvent et, fondamentalement, elle a été dévalorisée aussi, complètement, par les méthodes de culture intensive de l'agriculture, de telle manière qu'il ne reste d'elle guère plus que la formule du capitalisme libéral sur le libre jeu des forces.

En réalité, là où est commune seulement la libre concurrence entre les possédants privilégiés, le concept de la liberté sociale ne rencontre aucune application pas plus que là où la demande des libertés s'identifie avec les égoïsmes nationaux, les égoïsmes de races, de confessions ou de castes. L'existence du pouvoir de domination, quel qu'il soit, tant sous forme de pouvoir économique que sous forme de souveraineté politique ou de quelque autre privilège, est inconciliable avec l'idée de la liberté sociale, et une liberté qui laisse à l'individu son indépendance et la totalité de ses possibilités de développement, ne peut exister où existent la servitude imposée, l'autorité, le gouvernement, l'Etat.

Si le libéralisme veut empêcher l'Etat d'intervenir dans l'autodétermination de l'économie et appelle liberté l'éloignement de l'autorité politique de la lutte que se livre la concurrence dans l'économie, cette doctrine présuppose, cependant, en même temps la soumission du travail à la propriété, et si le socialisme d'Etat, au contraire, veut faire de la loi et des organes gouvernementaux le régulateur de l'économie et des relations des hommes entre eux, il exclut aussi l'individu de l'extériorisation des formes propres de la vie. Le concept de la liberté sociale n'est applicable dans aucun de ces cas.

L'erreur fondamentale de toutes les doctrines qui croient pouvoir animer la liberté avec la conservation du principe d'autorité se base sur la confusion des concepts gouvernementaux et d'administration. Ce qu'il importe à une réorganisation de la société dans un esprit de liberté, Michel Bakounine l'a exprimé en cette claire formule: « Ne pas gouverner les hommes, mais administrer les choses ». La mission de ceux qui veulent élever la liberté jusqu'à un principe social, consiste, par conséquent, à faire du travail commun des hommes dépendant les uns des autres l'accomplissement d'un devoir réciproque de camaraderie au lieu d'un devoir d'obéissance à des ordres reçus. Rien de plus erroné que l'opinion selon laquelle l'homme ne peut travailler que sous le fouet du pouvoir dirigeant. Au contraire: le dégoût du travail, qui est déjà tenu comme une caractéristique humaine inévitable, a son unique origine dans le sentiment de faire un travail imposé sous la coaction de mandataires gouvernants.

Où vit la conscience de ce que être homme signifie être camarade et de ce que la camaraderie est nécessaire pour la satisfaction des exigences de la vie, comme la joie au bonheur et la douleur à la pénurie, ne peut exister l'idée qui considère la production de l'aliment, du vêtement et du logement, dépendante de la prescription autoritaire et de la puissance disciplinaire vigilante. Il importe peu que l'autorité soit érigée par des voies démocratiques, mais qu'il n'y ait pas d'autorité pour que toute fonction sociale soit fonction de camaraderie. La démocratie est seulement le procédé technique par lequel les gouvernés installent eux-mêmes leurs gouvernants. Mais le procédé démocratique, comme tout autre système de gouvernement, présuppose que les choses nécessaires à la société peuvent être seulement exécutées en maintenant les hommes sous la contrainte.

Le problème de la liberté sociale est donc subordonné complètement à celui de la camaraderie entre les êtres humains. De cette manière se pose le problème des problèmes: de quelle façon peut-on faire de cette camaraderie l'impulsion déterminante de l'action commune utile à tous? Pierre Kropotkine a étudié scientifiquement ce problème dans sa belle oeuvre sur l'entraide dans la vie animale et entre les hommes, et non seulement il arrive à la solution, mais il démontre que la solidarité est une caractéristique naturelle commune à toutes les créatures vivantes. Tous les animaux qui vivent en camaraderie fondent leur existence en communauté exclusivement sur la prédisposition naturelle à la solidarité fraternelle qui, comme Kropotkine l'expose d'une manière détaillée et comme le confirme Darwin, représente la forme de vie qui complète la lutte des espèces entre elles par la lutte pour la conservation de l'espèce,

Les communautés de chasse des loups, de même que les émigrations en masse des tribus primitives pour la recherche de territoires habitables plus fertiles, sont des exemples de vie socialement organisée en liberté. Ce n'est pas l'Etat qui intervient ni aucun appareil central de gouvernement, mais l'anarchie, que Gustav Landauer qualifia d'ordre par association volontaire. Mais dans l'oeuvre philosophique sur l'entraide, dans l'Ethique, Kropotkine fait équivaloir complètement le concept de la liberté avec celui de la libre volonté, comme il fait correspondre les concepts de justice et d'égalité avec l'égalité des droits. Moyennant ces claires définitions des mots liberté et égalité, enracinés dans l'usage général, s'établit la valeur du « contenu social » de ces mots privés de toute mauvaise interprétation.

En même temps, il devient évident que la manifestation réitérée de Goethe: «*Où il y a égalité, ne peut exister de liberté*», ne se maintient plus devant la juste appréciation de ces deux concepts. Au contraire: la liberté, conçue comme volontariat de tout effort dans l'uniformité de la société, est imaginable seulement où il y a égalité dans le sens de l'égalité des droits. Mais l'égalité des droits de tous dans la société humaine conditionne l'unité des conditions économiques dans lesquelles les hommes peuvent vivre et développer leurs dons et leur personnalité à leur propre avantage et au profit de la communauté. Ces conditions paraissent remplies seulement par le socialisme. Le problème de savoir si le socialisme communiste sera préférable au socialisme collectiviste ou vice-versa, sera certainement une préoccupation de l'avenir. Mais il faudra reconnaître que le socialisme sans l'Etat et sans autorité est condition de liberté sociale. Goethe voulait condamner, par son affirmation, la formule libérale de la révolution française: «*Liberté, égalité, fraternité*», comme lieu commun sonore mais vide de sens. Nous appliquons à cette formule la signification: Effort volontaire d'individus dotés de droits égaux, au service de l'Entr'aide, et nous aurons ainsi le programme social d'une communauté humaine dans laquelle la liberté est principe social.

Cette interprétation ne contredit pas, mais confirme l'idéal de vie de Goethe: la suprême félicité des êtres **humains est la personnalité ! Car la personnalité ne** peut développer aucune qualité valable hors de l'agglomérat social. Mieux encore, personnalité et société, vues sous l'angle libertaire, peuvent être seulement comprises comme unité parfaite. La société libre édifiée sur la camaraderie des hommes jouissant de droits égaux est un organisme dans lequel existent tous les éléments de la personnalité jusqu'au libre exercice du sentiment individuel. Tout homme qui vit dans des conditions naturelles, c'est-à-dire libertaires, ne se sent pas comme un anneau de la chaîne, comme un engrenage de l'appareil gigantesque du processus social, mais complètement identique à la totalité, qui est pour lui une réalité aussi vivante que son propre être corporel et spirituel. Individu et société ne peuvent jamais tomber en contradiction dans les conditions de vie libertaires; ils sont des formes d'expression équivalentes qui se complètent mutuellement, du même état de choses.

Pour cela aussi, en prenant la réalité d'une Société libre, la liberté de l'individu n'est pas limitée à la liberté de tous, comme le prétendent les individualistes purs; au contraire, la liberté sociale effective ne peut imposer, d'une manière quelconque, la limitation de la liberté de l'individu, puisqu'il n'y aurait pas de liberté de la personnalité où il y aurait action contre la liberté générale. Le pouvoir arbitraire qui prend pour soi les droits qui ne sont pas cimentés dans l'unité sociale, n'a aucun contact avec la liberté; c'est un despotisme, ce qui suppose esclavage; et, de plus, dépendant de la disposition des autres à tolérer l'autorité et le pouvoir du commandement, cela produirait des chocs entre société et individu, chocs que n'a pas voulu la nature et qui vont à rencontre du principe de liberté.

La société de la liberté est un organisme, c'est-à-dire un être vivant qui agit avec unité et, par conséquent, harmonieusement: cela la distingue de l'Etat et de tout pouvoir central où un mécanisme s'efforce de falsifier les fonctions de la vie organique et où ne s'administrent pas en commun les choses de la communauté, mais où les hommes sont contraints, par d'autres hommes, au maintien des devoirs imposés. Il suffit ici de présenter les deux possibilités de conglomération humaines: le système du gouvernement de haut en bas, le système de la centralisation des forces qui s'est imposé dans le monde entier et s'est conservé à peine ébranlé jusqu'à maintenant. Et le système de la fédération de bas en haut, de l'alliance, de la camaraderie et de la liberté - ce système de l'ordre par associations volontaires qui donne la preuve de son applicabilité dans le monde réel par les exemples de l'obscur préhistoire humaine et par les expressions quotidiennes du monde animal environnant. Celui qui a foi en l'avenir de la liberté ne se laissera pas écraser par les objections pratiques et palpables du présent.

Sur les moyens par lesquels les hommes peuvent arriver à l'état de liberté, je ne parlerai pas ici, d'autant plus qu'entre les diverses tendances qui ont la même finalité il n'y a pas unité d'opinion sur ce sujet, Bakounine, par exemple, prendrait des chemins très différents de ceux d'un Tolstoï. Celui qui aime la liberté et a accepté en soi, définitivement, l'idée que l'homme sera libre quand le sera la société, mais que la société de la liberté peut être créée seulement par des hommes intérieurement libres, celui-là commencera en soi-même, et dans son ambiance, l'œuvre de libération. Il ne sera esclave de personne et il saura que n'est pas esclave seulement celui qui ne veut, non plus, être maître de personne. Est libre l'homme qui laisse à tous les autres hommes la liberté et sera libre la société qui vivra l'égalité de camaraderie à la liberté.

Erich MÜHSAM
(Traduction de S. Vergine)